
[Le PG et le plan B](#)

Le 21-04-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Le soutien de Jean-Luc Mélenchon et de la plupart des organisations qui se réclament de gauche « radicale » à Syriza et à ses trahisons prévisibles leur coûte cher. Les élections régionales de 2015 ont probablement préfiguré leur disparition à l'occasion de la présidentielle. C'est justice. J-L Mélenchon tente à présent de sauver du naufrage ses élus locaux et européens. Mais sa stratégie pour y parvenir a de quoi laisser perplexe : jouer à fond « l'alter-européisme » façon Syriza, qui débouche sur la reddition face aux oligarques européens. Décryptage.

Le 23 janvier 2016, le Parti de gauche organisait à Paris une opération médiatique sur les questions européennes et invitait pour cela quelques célébrités [1]. Un « sommet international » qui ne pouvait cependant pas être aussi vendeur qu'il l'espérait puisqu'il n'a pas pu compter sur la présence du charismatique ancien ministre grec Yanis Varoufakis, parti vendre un autre « plan B » de son côté [2]. Un coup vache de la part de celui qui aura pourtant été soutenu de manière indéfectible, du temps de son court règne, par le camarade Mélenchon.

Un nuage de fumée

Sur les questions européennes, était-il raisonnable d'espérer du Parti de gauche qu'il mette enfin en débat l'essentiel à l'occasion de cette « conférence » ? On pouvait lire dans le texte de lancement [3] des choses alléchantes : *« C'est une illusion de croire que les intérêts de l'Europe peuvent être protégés dans le cadre de la prison des règles de la zone euro et des traités actuels »*. Plus loin : *« Nous sommes déterminés à rompre avec cette Europe. C'est la condition pour reconstruire des coopérations entre nos peuples et nos pays sur une base nouvelle. »* Plus loin encore : *« Beaucoup d'idées sont déjà sur la table : (...) la sortie de l'euro et la transformation de l'euro en monnaie commune »*.

Diantre ! Allait-on sérieusement débattre de ce qui est considéré depuis toujours par le Parti de gauche comme des grossièretés lepénistes, à savoir la sortie de l'UE et la sortie de l'euro ? Sans surprise, d'autres passages du texte ont calmé nos espérances en dissipant les premiers effets de rhétorique :

- Sur l'éventualité de la reconquête de sa souveraineté par les nations européennes, les

limites du débat étaient posées : « *Nous devons échapper à l'inanité et l'inhumanité des traités européens et les refonder. (...) Notre plan A : travailler dans chacun de nos pays, et ensemble à travers l'Europe, à une renégociation complète des traités européens.* ». Pas question, pour le PG et la gauche « radicale », de sortir de l'UE, il faut selon elle renégocier les traités. Plus loin : « *Aucune nation européenne ne peut avancer vers sa libération dans l'isolement.* » La sortie de l'UE, la reconquête par la France de sa souveraineté, pour le Parti de gauche, ça serait l'isolement. « *Notre vision est internationaliste.* » Un internationalisme sans nations souveraines, si l'on a bien compris !

- Plutôt que de débattre de l'éventualité d'une sortie de la zone euro, les intervenants de la conférence se sont pliés aux pitreries habituelles de feu le Front de gauche : « *Si l'euro ne peut pas être démocratisé, s'ils persistent à l'utiliser pour étrangler les peuples, nous nous leverons, nous les regarderons dans les yeux et nous leur dirons : « Essayez un peu, pour voir ! Vos menaces ne nous effraient pas. Nous trouverons un moyen d'assurer aux Européens un système monétaire qui fonctionne avec eux, et non à leurs dépens ».* Quel moyen ? Mystère...

La « *refondation* » des traités européens par la construction d'un mouvement social européen est la chanson préférée des alter-européistes [4] depuis longtemps. C'est celle qui a permis à Syriza d'accéder au pouvoir en Grèce. Syriza qui conduit aujourd'hui contre le peuple grec une politique d'austérité à laquelle même les européistes de droite et de la social-démocratie n'avaient osé rêver en leur temps.

2017 pour horizon

Pour comprendre le choix de Mélenchon de persister dans cette stratégie, il faut se placer dans la perspective de 2017 et se souvenir que la gauche « radicale » a appelé à voter PS au second tour de toutes les dernières élections. Un PS qui, suite aux attentats de novembre 2016, a annoncé son rapprochement avec les Républicains pour mieux « combattre » le fanatisme et le FN [5]. Dans la dynamique de recomposition politique devant conduire à brève échéance à un nouveau bipartisme [5], la gauche « radicale » occupe donc une place non négligeable : ratisser pour Hollande, dès le premier tour, les voix des partisans de la rupture d'avec l'euro-libéralisme qui ne votent pas encore pour le FN. Pour espérer être au second tour contre Marine Le Pen – et ainsi remporter la présidentielle – Hollande ne peut se passer des voix que la gauche « radicale » ira chercher parmi les victimes de la mondialisation néolibérale - dont il est pourtant un acteur majeur. En échange de la survie de ses élus locaux et européens par des jeux d'alliance avec le PS, Mélenchon ne présentera aucun candidat à la présidentielle contre ce dernier, au prétexte bien sûr de « faire barrage » au Front national, accusé de faire planer sur la France une « menace fasciste ». Sa candidature est un leurre, il n'ira pas jusque bout.

Prétendus "alter-européistes" et pseudo "europophobes"

Les « alter-européistes » de la gauche « radicale » forment avec le FN, prétendument « europophage », l'ultime rempart du système européen.

- Syriza a fait campagne en prétendant combattre l'Union européenne de l'intérieur ; il savait

et nous savions pourtant qu'il n'est pas possible de mener une politique favorable aux peuples dans le cadre de l'euro et de l'UE.

- Marine Le Pen dit qu'elle rendra sa souveraineté politique et monétaire à la France après l'avoir négociée avec l'Allemagne, et si la population l'approuve par referendum. Comme si la souveraineté de la France était négociable. Comme si la majorité de la population, soumise au bombardement médiatique permanent des grands médias, était aujourd'hui favorable à la sortie de l'euro.

Dans les deux cas, au-delà des différences d'ordre rhétorique, il s'agit bien de récolter à la fois les voix des victimes de la mondialisation – en vitupérant contre ses institutions - et les voix de ceux que la rupture d'avec l'ordre européen effraie – en les rassurant sur la politique qui sera réellement menée. Cette stratégie est labellisée par les classes dominantes européennes. En Grèce, ne pouvant plus compter sur les partis européistes habituels (Pasok et Nouvelle démocratie), trop discrédités aux yeux des électeurs pour leur permettre de conserver leur domination politique, les classes dominantes ont fait le choix de soutenir Syriza en présentant dans leurs médias Tsipras et son organisation comme d'authentiques rebelles. Tsipras leur avait en effet apporté la garantie qu'il ne mettrait pas en péril l'ordre européen. Un processus très comparable est actuellement en cours en Espagne avec Podemos, même si l'épisode grec a mis du plomb dans l'aile de cette formation. Lorsque les partis européistes français (PS, EELV, MoDem, LR) ne parviendront plus à garder les commandes par la voix des urnes, alors les classes dominantes les confieront-elles peut-être au FN en lui accordant le crédit nécessaire dans leurs médias. En espérant ce moment, Marine Le Pen offre aux classes dominantes européennes les mêmes garanties que Tsipras : avec le FN, la France ne sortira ni de l'euro ni de l'UE [6]. La gauche « radicale » française, bien plus discréditée que les gauches « radicales » grecque et espagnole, ne peut espérer jouer un tel rôle. Elle tente donc de sauver ses élus en essayant d'exister au sein de la grande coalition électorale qui se dessine contre le FN.

Bien que le naufrage prédit par les nationalistes [7] de France, de Grèce et d'Europe ait bien lieu en Grèce [8], il se trouve encore un Parti de gauche pour défendre Syriza en affirmant que son gouvernement « *a été mis à genoux par l'Union européenne* ». C'est une fable au service d'une autre fable, celle de la possible transformation de l'UE « *depuis l'intérieur* ». Participer à l'opération montée par le Parti de gauche le 23 janvier revenait à cautionner ces mensonges. C'était également contribuer à entretenir l'espérance illusoire que la gauche puisse se réconcilier avec la nation. En réalité, la gauche déteste la nation. Elle la définit - comme l'extrême droite – comme un concept identitaire, oubliant tranquillement qu'elle est un héritage démocratique de la Révolution. Elle est attachée au « *projet européen* » comme l'huître à son rocher. Et pour cause : c'est elle qui a créé et qui a porté l'idéologie postnationale en France ! Les organisateurs du *happening* du 23 janvier ne voulaient pas débattre de cela. La participation, d'ailleurs, était faite uniquement sur invitation, c'était un huis clos. Et il n'y pas eu de débat.

[1] https://www.euro-planb.eu/?page_id=83&lang=fr

[2] <http://www.euractiv.fr/sections/europe-de-lest/varoufakis-sapprete-lancer-un-plan-b-pour-leurope-320708>

[3] <http://melenchon.fr/2015/09/11/pour-un-plan-b-en-europe/>

[4] Les alter-européistes sont ceux qui prétendent qu'il est possible de faire de l'Union européenne une institution démocratique favorable aux intérêts des classes dominées. Comme les altermondialistes, leur stratégie consiste à vouloir établir un rapport de force avec les institutions de la mondialisation néolibérale en renonçant à l'échelon national.

[5] <https://francais.rt.com/opinions/12916-tripartisme-vers-nouveau-bipartisme>

[6] <http://www.m-pep.org/Marine-Le-Pen-et-le-Front-national>

[7] Le terme « nationaliste » est utilisé par plusieurs essayistes pour distinguer ceux qui font de la nation un concept démocratique des nationalistes - qui en font un concept identitaire. L'anthropologue Emmanuel Todd est probablement celui qui a utilisé ce terme le plus récemment. Les nationalistes, au sens où le terme est utilisé ici, sont ceux qui pensent que l'échelon national est celui par lequel peut s'établir un rapport de force permettant aux classes dominées de défendre leurs intérêts. Pour eux, la nation est le principal cadre dans lequel les luttes sociales peuvent trouver leur aboutissement politique. Ils s'opposent donc aux nationalistes, mais également aux mondialistes (en particulier aux européistes) et aux altermondialistes, qui ont en commun de prôner la disparition des nations au profit d'échelons infra ou supranationaux, découplés du peuple et de l'État.

- - -

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire